

L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

Control of the Co

**Dossier** 

Hold-up contre la protection sociale!

Pages 6 et 7

n°177 – 10 janvier 2013 – 1,20 €

www.npa2009.org





PREMIER PLAN
Sans-papiers:
Valls regarde mourir,
Hollande regarde
ailleurs

### ACTU

Page 3

Takieddine et Sarkozy, les liaisons dangereuses Page 4

#### INTERNATIONAL



### Algérie: « Il y a un véritable bouillonnement social »

Entretien avec Mahmoud Rechidi, secrétaire général du Parti socialiste des travailleurs en Algérie. Page 5



#### ACTU Virer sans licencier

Le 13 janvier, les homophobes seront à nouveau dans la rue contre l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples homosexuels : Boutin, Copé, l'Action française, la Trêve de Dieu, Laissez-les vivre... Droite, extrême droite, mouvements religieux, tous accusent le projet de loi de remettre «en cause [les] fondements de la famille, à travers le mariage et l'adoption par les couples homosexuels ».

essentiel de leur argumentation est dirigé contre l'homoparentalité, censée perturber les enfants. Des enfants qu'ils n'hésitent pas à utiliser, oubliant un peu vite que parmi elles et eux, des lesbiennes, des gays, des bisexuelLEs et des transgenres subiront leurs rafales de haine de plein fouet. Dans leur croisade contre le mariage des homosexuelLEs, ils glissent ensuite de l'adoption à la PMA (procréation médicalement assistée), puis à la GPA (gestation pour autrui), une tout autre question.





#### 16 janvier, débat Louise-Michel, «Du Pacs au mariage pour tous: enjeux sociaux et politiques»

Avec Éric Fassin, professeur de science politique à l'université Paris VIII.

RV au Lieu-Dit à 19 heures, 6 rue Sorbier, Paris 20° (M° Ménilmontant ou Gambetta)

#### 19 janvier, soirée du NPA Saint-Denis, avec Philippe

Poutou. Projection du film « Haya », sur la grève automobile à Citroën-Aulnay en 1982. En présence de Philippe Poutou et de syndicalistes de PSA Aulnay. À partir de 18 h 30 au restaurant « Roi du couscous », 63 rue du Landy, La Plaine-Saint-Denis Repas: 10 euros inscriptions: naudinj@hotmail.fr

**27 janvier, manifestation pour l'égalité des droits** RV à venir.



#### SUITE DE LA PAGE 1

#### Convergence des haines

Les rapports qu'établissent droite et extrême droite dans cette mobilisation commune sont complexes. Elles ont déjà su, à certains moments clés, descendre dans la rue, ce qui ne leur a pas toujours réussi comme à l'époque du PACS. Aujourd'hui, la mue du FN produit des effets inattendus: 42% de ses sympathisants sont favorables au mariage pour touTEs. Marine Le Pen, «rénovatrice», ne voulait pas appeler à la manifestation de dimanche. Son père, qui y est favorable, a obtenu gain de cause, en cohérence avec les idées défendues par le FN. Alors que le très droitier Copé appelait intelligemment à manifester contre le mariage pour touTEs, mais aussi contre le droit de vote des étrangerEs et le «racisme anti-blanc», il semble difficile pour le FN de se dérober à ce grand raout. Avec des manifestations et rassemblements visibles et très médiatisés, la mobilisation contre le projet d'ouverture du mariage et de l'adoption permet par ailleurs aux réactionnaires de se construire plus largement, de prétendre parler au nom «des Français». En élargissant la mobilisation à des mots d'ordre racistes et islamophobes, l'UMP amorce, dans un contexte de crise globale, une inquiétante et puissante convergence de toutes les haines, racisme et homophobie en tête.

La réapparition de l'Église catholique sur le devant de la scène met à mal la pseudo-laïcité de courants obstinément accrochés à l'image d'une France exclusivement hétérosexuelle, blanche, chrétienne... FN et UMP clament leur volonté de maintien de l'ordre bourgeois et hétéropatriarcal. Il s'agit d'assurer la domination d'une minorité sur la majorité, tout en évitant la «ringardisation» de la croisade catholique qui tente, à trente ans de distance, de rejouer les mobilisations en faveur de l'école privée. L'école qui est justement l'enjeu du débat de ces derniers jours: lieu de « neutralité»

pour les uns, de propagande ouvertement réactionnaire pour les autres, nous revendiquons au contraire qu'elle soit le lieu d'une véritable éducation contre tous les préjugés.

#### L'égalité des droits, ça ne se divise pas!

La politique du PS renforce la droite et l'extrême droite. La mise au frigo du projet de droit de vote des étrangerEs, comme de celui du récépissé lors des contrôles d'identité, la violence de la politique migratoire participent à la surenchère raciste, notamment islamophobe. Les politiques d'austérité, les atermoiements sur la question du mariage, le zèle sécuritaro-raciste du gouvernement préparent le retour de la droite et la montée de

l'extrême droite, gonflées et radicalisées par les désastres et le dépit de l'austérité.

C'est un bien sinistre engrenage, qu'il va falloir briser. Qu'elle soit capitaliste, sexiste, homophobe, ou raciste, nous combattrons cette logique jusqu'au bout: l'égalité des droits, ça ne se divise pas! La mobilisation en faveur de l'égalité des droits donnera lieu le week-end des 19 et 20 janvier à des manifestations et rassemblements dans les régions, et le dimanche 27 à une grande manifestation à Paris. La rue ne doit pas être le territoire des réactionnaires mais, comme lors des mouvements sociaux, celui de l'émancipation et de l'unité de notre camp social!

Chloé Moindreau



regards

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

### "On ne doit pas renoncer à réhabiliter l'honnêteté en politique »

Entretien. Nous avons posé quelques questions au délégué national de Anticor, Jean-Luc Trotignon. Sous-titrée « Contre la corruption, pour l'éthique en politique », cette association assume pleinement son indépendance face aux différents pouvoirs.

### Pouvez-vous nous présenter l'association Anticor et ses principales revendications?

Anticor est née en 2002 dans un contexte de sursaut politique et citoyen faisant suite à l'accession du candidat d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, au second tour des élections présidentielles, face à un Jacques Chirac qui ne devait qu'à son statut de chef d'État de ne pas avoir répondu de ses délits face à un tribunal. Ce sursaut, les fondateurs d'Anticor, dont le juge Eric Halphen et Séverine Tessier, l'ont vécu comme une exigence d'engagement, non pas partisan mais démocratique.

La conviction qui rassemble les membres d'Anticor n'est donc pas celle de porter la voix d'un parti en particulier, mais d'exiger de tous les partis et de leurs élus le comportement irréprochable inhérent à leurs responsabilités politiques. On ne doit pas renoncer à réhabiliter l'honnêteté en politique, même si une poignée d'élus confondent leurs intérêts privés et l'intérêt général,

malheureusement souvent avec le silence complice de plusieurs de leurs collègues. Nous affirmons qu'il est possible de faire de la politique autrement, sans pratiquer le clientélisme, sans tricher et en écartant de la scène politique tous ceux qui ont commis des délits dans l'exercice de leur fonction.

#### Que pensez-vous du récent rapport Jospin sur la «modernisation de la vie publique» qui entend répondre à certaines des préoccupations d'Anticor?

d'Anticor? Le rapport Jospin recommande effectivement certaines mesures préconisées par Anticor depuis 10 ans, mais de façon insuffisante. Nous approuvons l'interdiction pour les parlementaires de tout cumul avec un mandat exécutif local et l'interdiction de percevoir une rémunération pour les autres mandats locaux, l'interdiction pour les ministres du cumul avec tout mandat local, l'accès public aux déclarations d'intérêts et d'activités obligatoires des parlementaires, la prévention des conflits d'intérêts

avec la création d'une Haute autorité de déontologie et d'un réseau de déontologues que des citovens «lanceurs d'alerte» pourraient directement saisir, la réforme du statut pénal du chef de l'État, la suppression de la Cour de justice de la République et la suppression de la possibilité pour les anciens présidents de siéger à vie au Conseil constitutionnel. Mais de nombreuses lacunes sont à regretter dans le rapport Jospin en matière de garantie de la transparence de la vie publique, de lobbyisme, d'indépendance de la justice, de moyens donnés aux juridictions financières et pour le droit d'ester en justice pour des associations citoyennes comme la nôtre. Enfin il est incompréhensible que ne soit pas proposé, dans un tel rapport, la limitation du cumul des mandats dans le temps, qui est indiscutablement un facteur de clientélisme et d'autres dérives

Malheureusement, on sait que le corporatisme des cumulards de tout bord accrochés à leurs prérogatives et à leurs avantages va jouer à fond, et on peut craindre qu'il ne reste que très peu de choses de ce rapport d'ici quelques semaines...

#### Anticor a porté plainte pour détournement de fonds publics à propos des fameux «sondages de l'Élysée». Pouvez-vous nous présenter l'affaire et où elle en est actuellement?

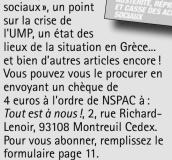
En 2009, Anticor avait déposé plainte pour favoritisme, suite à un rapport des magistrats de la Cour des comptes qui dénonçait des irrégularités dans la gestion par l'Élysée en 2007 de la commande de plusieurs sondages, faite sans appel d'offres à hauteur de 1,5 million d'euros auprès d'un proche de Nicolas Sarkozy, Patrick Buisson. Un long bras de fer judiciaire a alors eu lieu, pendant lequel il nous a été officiellement répondu que l'immunité présidentielle s'étendait à ses collaborateurs. Ce bras de fer s'est achevé par un arrêt définitif de la Cour de cassation le 19 décembre dernier, qui a enfin ordonné l'ouverture de l'information judiciaire. Parallèlement, nous avons eu de nouveaux éléments sur les sondages de l'Elysée grâce à la ténacité de l'un de nos adhérents, Raymond Avrillier, qui a obtenu la communication de l'ensemble (ou presque) des sondages financés par les contribuables pour l'Élysée pendant le mandat de Nicolas Sarkozy.

Or nombre de ces sondages n'avaient rien à voir avec l'intérêt général. Les Français ont en effet été sondés pour savoir ce qu'ils pensaient de l'union du Président avec Carla Bruni, pour savoir quelles seraient les qualités nécessaires d'un candidat PS à la Présidentielle, pour savoir ce qu'ils pensaient de la prestation télévisée de tel ou tel concurrent politique du Président... Bref, des sondages au profit du locataire de l'Élysée qui auraient dû être financés soit par lui-même, soit par l'UMP, mais en aucun cas par l'ensemble des contribuables français. D'où notre seconde plainte de l'automne dernier pour détournement de fonds publics, plainte pour laquelle le Parquet a ouvert une enquête préliminaire en cours.

Charte d'Anticor écrite à l'occasion des dernières législatives pour présenter les principales revendications de l'association : http://anticor.files.wordpress.com/2012/05/ charte-anticor-lc3a9gislatives-juin-2012.pdf

### LE N°39 DE TOUT EST À NOUSI LA REVUE TOUJOURS DISPONIBLE

vous TROUVEREZ
DANS CE NUMÉRO
un dossier sur la
politique du
gouvernement:
«Austérité,
répression et casse
des acquis
sociaux», un point
sur la crise de
l'UMP, un état des
lieux de la situation et
et bien d'autres artic



### **SANS-PAPIERS**

### Valls regarde mourir, Hollande regarde ailleurs

Le mouvement des sans-papiers a bien du mal à rebondir depuis 2010 et la fin de la double vague de grève comme de l'occupation massive de la «rue Baudelique» (Paris 18°). Pourtant, la grève de la faim engagée à Lille le 2 novembre par 125 sans-papiers de la CSP 59 représente sans doute un tournant que le gouvernement négocie fort mal, au point de prendre le risque de se retrouver dans le décor. Cette affaire pourrait en effet faire date en le discréditant jusque dans les cercles militants qui lui sont le plus proches.

inanité de la circulaire de nonrégularisation du 28 novembre n'avait surpris que ceux qui n'avaient pas lu les propositions du candidat Hollande, dont les orientations s'étaient trouvées confirmées par la nomination de Manuel Valls au ministère de l'Intérieur, avec maintien de l'immigration dans son périmètre.

#### Continuité politique

On aurait pu en rester là – et c'était bien le souhait du gouvernement. Mais c'était compter sans la détermination des sans-papiers. À Lille, cette détermination, sous l'effet du désespoir, s'est traduite dès le 2 novembre (eux ne se faisaient pas d'illusion sur la circulaire à venir) par l'engagement d'une grève de la faim. Ce n'est pas le type d'action que nous encourageons. Mais il ne s'agit pas moins d'un fait social et politique. Et pour peu que l'adversaire y mette du sien, en ne lui opposant que sa «bêtise à front de taureau», il se révèle propre à infléchir le cours des événements. En se campant dans le rôle d'une Margaret Thatcher au petit pied, Manuel Valls (grisé peutêtre par des sondages fallacieux qui englobent les appréciations admiratives des Français de droite) s'est ainsi jeté contre un mur. Au point, sonné, de ne pas voir que sa politique, en matière d'indignité, n'avait plus rien à envier à celle du gouvernement précédent. En faisant appel d'une décision de justice pour arracher le droit d'expulser deux des grévistes de la faim et en procédant à leur expulsion à l'aube du 30 décembre, il allait déclencher une véritable onde de choc (cf. Tout est à nous! n°176).

D'autant qu'il devait, dès le lendemain, le 31 décembre, transformer l'essai, avec l'expulsion au Pakistan d'Ahmed, jeune majeur arrivé en France à 15 ans, errant pris en charge en 2006 par l'ASE et pouvant faire figure de modèle d'«intégration», comme ils disent, avec son CAP de plomberie obtenu en quelques années (dès 2009). Mais voilà, Ahmed n'avait pas obtenu la transformation de son titre «étudiant» en Vie privée et familiale avec autorisation de travailler. Moyennant quoi, après un premier refus d'embarquer le 30 décembre, il



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

se retrouve le lendemain ficelé comme un paquet, bâillonné et expédié au Pakistan où la police le retient en le menaçant d'emprisonnement s'il ne verse pas 1500 euros! La somme a été réunie grâce à une souscription lancée par RESF, mais, à l'heure où cet article est rédigé, on était sans autres nouvelles d'Ahmed.

### **Amplifier le mouvement**

Bon vomitif après le trop plein des fêtes pour certains, l'histoire est de celles qui sont en mesure d'éveiller les consciences. C'est dans ce contexte que, le 3 janvier, des sans-papiers de plusieurs collectifs et leurs soutiens ont occupé brièvement le siège du PS. La presse nationale daigne en parler un peu, alors que, jusque-là, l'écho médiatique de la grève ne s'était pas propagé au-delà des limites de la région. Des manifestations de soutien aux grévistes sont organisées à Lille et à Paris. Les organisations de soutien s'y impliquent et y sont sensiblement mieux représentées que lors d'autres occasions

récentes. À ce stade, le mouvement surfe sur l'émotion. Mais l'histoire montre la puissance du déclic qu'une telle configuration peut provoquer (y compris dans les mois à venir), à condition que la mutation en conscience politique ait lieu. Car face au racisme d'État, l'antiracisme moral n'est pas une réponse appropriée. C'est en replaçant l'expression brutale de ce racisme d'État dans le contexte d'une politique migratoire et sécuritaire, et plus largement d'une politique économique et sociale, extrêmement agressive, que nous pourrons donner au mouvement des sans-papiers l'assise plus large qui lui est indispensable et dont les débouchés sont imprévisibles.

La responsabilité d'accompagner et de faciliter cette mutation incombe d'abord aux partis politiques; et dans cette partie, le NPA devra prendre toute sa place, sans relâche, tant directement aux côtés des sans-papiers que dans l'élaboration du cadre unitaire. Est-il meilleure manière de préparer notre congrès?

François Brun et Syl20



#### Par Thibault Blondin

### GÉRARD RASPOUTINE

on content de créer cette polémique indécente sur une fiscalité qui serait trop lourde contre les riches, les prétendus « producteurs de richesses », Depardieu se met à faire l'éloge de la Russie comme étant une grande démocratie, allant même jusqu'à prendre la nationalité russe que lui a offerte Vladimir Poutine. Quelques semaines à peine après le procès des Pussy Riot, à l'heure où de très nombreux opposants sont emprisonnés et condamnés...

Gérard Depardieu et derrière lui Brigitte Bardot repoussent toutes les limites du cynisme réactionnaire. Bêtise richement récompensée puisque l'acteur-entrepreneur a franchi le pas, répondant à l'invitation de Vladimir Poutine et acceptant sa nouvelle citoyenneté russe le week-end dernier. On connaissait déjà Depardieu très ami avec les pires dictateurs d'ex-républiques soviétiques, comme le chef tchétchène Ramzan Kadyrov, le président ouzbèque Islam Karimov et bien sûr Vladimir Poutine. Paraît-il très populaire en Russie et dans les ex-républiques soviétiques, l'acteur aurait d'autant plus séduit en haut lieu que son interprétation récente de Raspoutine aurait fortement plu au Kremlin.

D'ailleurs lors de ce week-end de tournée russe, Depardieu s'est rendu en Mordovie, le pays des Goulags. Saransk, la capitale, a été classée en tête de liste des villes où il fait bon faire des affaires. Mais quelles affaires! Toute l'économie de cette région tourne autour des anciens goulags convertis en «colonies de rééducation» – une des Pussy Riot y est d'ailleurs enfermée. Cette affaire est à l'image des attaques du camp réactionnaire qui se font des plus véhémentes, de ses fantasmes et de ses préjugés qui s'affichent sans retenue. L'échappée russe de l'homme d'affaires Depardieu n'est en cela pas un hasard : une dictature déquisée en démocratie, un taux d'imposition de 13% pour tous les foyers quel que soit le revenu alors que règne la misère, bref un rêve pour les capitalistes. Un révélateur d'une société corrompue par la loi du fric et du plus fort, par le cynisme de l'individualisme le plus outrancier, le mépris des travailleurs, des pauvres et des plus démunis, l'arrogance des possédants, la violence sociale et politique comme

mode de gouvernement... Un monde qui court à sa perte.

### EMPLOI L'obscénité des engagements de Hollande

Cinq ans après le déclenchement de la crise, le gouvernement de « gauche » n'a qu'un seul programme : s'adapter aux exigences de la logique capitaliste, et donc redoubler les attaques pour restaurer la « compétitivité » des capitalistes français. Car la France est en effet « en retard » sur ses principaux concurrents dans son « agenda » antisocial.

i Hollande et Ayrault jouissent déjà d'une impopularité record, ils gardent la confiance du grand patronat, qui espère beaucoup de la «gauche». Ainsi, H.P. Keitel, dirigeant de la fédération patronale allemande de l'industrie, explique sans langue de bois: «lorsau'un pavs doit procéder à des réformes majeures de politique économique, il vaut mieux que le gouvernement ne soit pas d'une couleur politique qui le rende suspect d'être favorable aux entreprises (...) La France a la chance d'avoir une telle constellation politique, avec une large majorité pour entreprendre les réformes nécessaires. Cela me rend confiant »1.

### **Croissance nulle**

D'ors et déjà, il est acquis que l'objectif de 0,8% de croissance en 2013 ne sera pas atteint. L'Insee, pourtant peu enclin à noircir le tableau, anticipe une croissance à peu près nulle jusqu'à mi-2013. L'investissement des entreprises va baisser en début d'année, et les capitalistes vont supprimer des emplois pour redresser leur profitabilité. Ils espèrent également bénéficier de la prochaine réforme du marché du travail (négociée actuellement avec les «partenaires» syndicaux) pour dégraisser plus facilement. Il est en tout cas certain que le taux de chômage officiel va augmenter ces prochains mois, pour atteindre selon l'Insee 10,9% (DOM compris) en juin 2013 contre 9,5% en juin 2011 et 7,7% en juin 2008, se rapprochant du record historique de 1997 (11,2%).

Que penser alors de l'engagement de Hollande d'«inverser» la courbe du chômage d'ici fin 2013? Il nous prend pour des imbéciles. En effet, si le taux de chômage augmente de 10% entre janvier et novembre, et baisse de 0,1% en décembre, faudra-t-il s'en féliciter? Surtout, il faut être conscient que ce taux officiel ne recense qu'une partie des chômeurs réels. Tous ceux qui ne cherchent pas «activement» un emploi (car la théorie bourgeoise dominante

estime qu'une partie des chômeurs l'est volontairement, préférant le loisir au travail) ou travaillent à temps partiel sont par exemple «sortis» des statistiques.

### Falsification et opérations de communication

Cette falsification des statistiques du chômage est donc inscrite dans la méthode et les présupposés idéologiques de la théorie bourgeoise. Et cela permet au gouvernement d'afficher un taux de chômage relativement bas (et donc politiquement «tenable») tout en bénéficiant d'une armée industrielle de réserve massive qui fait pression à

la baisse sur les salaires.

L'approfondissement de la crise ne laisse qu'une seule marge de manœuvre au gouvernement: celle de multiplier les opérations de communication et les engagements bidon. La survie du capitalisme passe au mieux par l'accentuation des politiques d'austérité, au pire par des catastrophes terribles (effondrement économique, guerre) qui seules peuvent relancer l'accumulation. C'est pourquoi il est vital de se battre pour abattre ce système, ses trusts capitalistes et son État.

### Gaston Lefranc

1. *Le Monde*, 4 décembre

### **En 2013** seule la lutte décolle!

Début d'année en fanfare pour les

TAKIEDDINE ET SARKOZY

### Les liaisons dangereuses

Devant le juge Van Ruymbeke, le marchand d'armes franco-libanais, Ziad Takieddine, vient d'affirmer que le régime libyen a financé la campagne 2007 de Nicolas Sarkozy à la hauteur de plus de 50 millions d'euros. C'est le dernier épisode de l'histoire de la Sarkozie où la réalité dépasse encore une fois la fiction.

opposantEs à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes: 20000 personnes inancement de la campagne par de l'argent sont passées au festival organisé venu de Libye? Dès avril 2012 Mediapart sur la Zad, dans une ambiance à la affirmait déjà avoir «retrouvé un document Woodstock version bretonne, pour assister aux concerts rap, reggae et punk organisés en soutien au mouvement.

est dire à quel point Notre-Dame-des-Landes est devenue une lutte et un lieu populaires. De quoi énerver un pouvoir qui tente, dès qu'il en a l'occasion, de discréditer le mouvement, comme le montre l'actualité récente. Un pouvoir qui essaie de rétablir sa légitimé après l'échec de sa stratégie d'expulsion, en décrétant une commission de dialogue bidon dont le seul but est de faire passer la pilule aéroport à la population. Peine perdue, personne n'est dupe de la manœuvre, et les constructions sur la Zad ont repris de plus belle.

#### Le mouvement se construit

Même chose pour l'entreprise de communication honteuse des pouvoirs locaux: un appel d'offres pour du lobbying sur internet et auprès des journalistes a échoué, noyé par près de 3000 réponses des opposantEs. Et ce n'est pas non plus en maintenant un harcèlement policier quotidien, en arrêtant et en condamnant des jeunes à la prison ferme (jusqu'à six mois) dans une stratégie d'usure, que le gouvernement Ayrault enrayera le formidable élan de solidarité qui continue de se développer.

Les 180 comités de soutien qui se sont réunis les 15 et 16 décembre le montrent. Les actions à venir aussi! Le recul du gouvernement dans la mise en œuvre du projet fait que le temps joue désormais pour nous. D'ores et déjà des initiatives de grande envergure sont engagées: les 18 et 19 janvier, une journée d'action contre Vinci; le 9 février, l'arrivée des marches Nice-Lille; au printemps, une grande manifestation de remise en culture; le 11 mai, une chaîne humaine de 20000 personnes autour de la Zad; les 4 et 5 août, un «méga rassemblement» avec pour objectif 300000 personnes. Plus que jamais, à Notre-Dame-des-Landes en 2013, seule la lutte décolle!

CorrespondantEs du NPA 44



libyen qui le prouve» et le publiait sur son site. Depuis, d'autres témoignages sont allés dans le même sens. Mais il est assez ironique qu'aujourd'hui cette accusation soit prononcée par un personnage on ne peut plus emblématique de tout ce qu'il y a eu de plus pourri dans le système Sarkozy et qui affirme aujourd'hui vouloir «sauver l'honneur de la France». Un bref rappel du passé de Takieddine, cet «intermédiaire» entre le clan Sarkozy et une série de dictatures, nous en donne une certaine idée.

#### Un vrai polar

En mars 2011, quand Takiedinne débarque de Tripoli en jet privé, les douaniers trouvent dans ses bagages 1,5 million d'euros, en espèces (!). De l'argent de poche pour un homme comme lui. Ouatre ans plus tôt, ses contacts dans l'appareil du régime libyen lui avaient permis de servir d'intermédiaire pour la vente, par une société française, d'un système de surveillance du réseau internet, qui permettra à Khadafi d'espionner et de réprimer ses opposants. Pour ce «travail» Takieddine a empoché une commission de 4,5 millions d'euros, payés sur des comptes offshore. Plus connu, la vente des sous-marins au Pakistan en 1994 et les fameuses rétrocommissions qui auraient financé une partie de la campagne de Balladur. Encore une fois c'est Takieddine: une commission de 33 millions d'euros. Moins connu, la vente de frégates à l'Arabie saoudite: 87 millions d'euros de commissions. Résultat : des millions dans des banques à l'étranger et un patrimoine de 40 millions d'euros en France. Pourtant, miraculeusement, il paie zéro euro d'ISF et il continue de fanfaronner sur les plateaux de télé!

Les articles de Mediapart, extrêmement documentés, sont absolument édifiants et se lisent comme un véritable polar: voyages secrets en Libye, en Syrie, personnage clé qui se noie dans le Danube...

### Les réseaux

Au fur et à mesure des enquêtes, on retrouve, y compris sur des photos, les personnages du clan Sarkozy, ici à bord du yacht de Takieddine, là à



une fête dans une de ses luxueuses résidences. Les deux bras droits, Claude Guéant et Brice Hortefeux bien sûr mais aussi Copé et bien d'autres.

Quant à la discrétion des grands médias sur toutes ces affaires, faut-il chercher plus loin que les photos de dîners et les agendas de Takieddine où on trouve, entre autres, Olivier Dassault, fils du patron du Figaro et marchand d'armes Serge Dassault, Etienne Mougeotte, ancien vice-président de TF1 ou Claire Chazal?

Enfin, quand certaines critiques se font timidement entendre, on parle de comportements pas très «républicains», ou «d'eaux troubles». Le problème est qu'en dessous de ce monde de Rolex et de paillettes, quand on soulève le couvercle, on trouve non seulement des «eaux troubles» mais de véritables égouts qui sentent terriblement mauvais. Il est vraiment grand temps d'en finir avec un système basé sur cette course effrénée vers le pouvoir et le fric et assumé si ouvertement à l'époque par le sarkozysme.

**Ross Harrold** 

### Vidéo gag?

ans une pertinente vidéo humoristique intitulée «rallumons les lumières», le PCF pointe l'ensemble des promesses faites par le candidat Hollande qui n'ont pas été tenues, ou qui ont été purement et simplement abandonnées par le Président de la République: culture, renégociation du traité européen, droit de vote pour les étrangerEs, etc. Une telle impertinence était inacceptable pour les responsables du PS, et c'est une volée de bois vert qui s'est abattue sur nos occasionnels «guignols de l'info», Harlem Désir n'hésitant pas à parler de «mauvaise foi, de mensonge caricatural, de faute contre la gauche, et d'une honte pour ses auteurs ». Effrayée par tant d'audace, et suite au succès de la vidéo (200000 visites en deux jours), la direction du PCF bat en retraite en en minimisant le contenu subversif, invitant les spectateurs à «tout simplement en sourire» (Oliviei Dartigolles, porte-parole du PCF). Loin de s'arrêter, la polémique rebondit sur le site même du PCF, et la tonalité des commentaires montre à quel point est grande chez les militantEs l'exaspération devant l'hésitation de la direction à ne pas vouloir adopter clairement un positionnement oppositionnel. «Il est grand temps de porter des coups là où ça fait mal.» «J'étais fier de cette vidéo que mon parti assénait à ces socio-libéraux, et patatra, ce matin le PCF fait presque des excuses à Harlem Désir.»

La vraie raison du malaise des dirigeantEs du PCF nous est donnée par un militant: «Mon élu local (...) n'était pas d'accord car nous allons perdre beaucoup d'élus si l'on ne ménage pas

Alors, faut-il en rire... ou en pleurer? **Alain Pojolat** 

### RÉFORME BANCAIRE

## **Encore un engagement**

ollande disait en janvier 2012: «Mon véritable adversaire, il n'a pas de nom, pas de visage (...), il ne sera pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. » D'où l'article 7 de ses 60 engagements: «Je séparerai les activités des banques qui sont utiles à l'investissement et à l'emploi de leurs opérations spéculatives (...) et il sera mis fin aux produits financiers toxiques qui enrichissent les spéculateurs et menacent l'économie.»

De cette mesure déjà limitée (et qui serait largement illusoire si elle était prise isolément), il ne reste rien dans le projet de réforme bancaire de Moscovici. Pourtant, le ministre se gargarise : «Il s'agit de prévenir les crises, il s'agit de les anticiper, il s'agit de les empêcher et il s'agit de faire en sorte de protéger les déposants.»

Sauf qu'il se contredit : « On va créer au sein des banques francaises, en gardant le modèle de banque universelle, des filiales dans lesquelles on cantonne, on isole les activités spéculatives.» Les banques françaises, restant «universelles», continueront de cumuler opérations de marché. gestion des dépôts des particuliers, spéculations... La définition retenue pour les «activités spéculatives» est si restrictive que leur «cantonnement» ne concernerait même pas 1% du produit net bancaire.

Les banques continueront de prendre en otages leurs millions de clients, pour que l'État vole à leur secours avec les fonds des contribuables. Alors que Moscovici prétend que «le projet de loi met fin à la socialisation des pertes », l'agence de notation Fitch se félicite que «la réforme devrait laisser inchangée la dynamique de soutien aux banques du pays par l'État »...

Moscovici a juré que cette réforme «n'est pas faite par et pour le lobby bancaire»: elle a été en fait co-rédigée par la Fédération des banques françaises...

Yann Cézard



Entretien avec Mahmoud Rechidi, secrétaire général du Parti socialiste des travailleurs en Algérie.

#### Quel bilan le PST tire-t-il du résultat des élections municipales?

Le but pour nous était de rendre plus visible la politique du PST et, de ce point de vue, les échos sont bons. Notre programme alternatif social, internationaliste correspondait à une attente de bon nombre de travailleurs. Pour les municipales, le PST s'est présenté dans six communes et on totalise 22 élus dans cinq d'entre elles. Enfin on s'est présenté dans 3 wilayas sur 48 (division administrative) et là on a totalisé environ 30000 voix. C'est donc une expérience positive avec des perspectives de construction dans un pays dominé par deux gros appareils, le RND et le FLN, qui reçoivent la manne étrangère sur le plan financier, avec des contrats juteux, et gèrent les profits des hydrocarbures. Ce qui permet à l'État algérien de prêter au FMI et de verser quelques aumônes sociales face aux mobilisations. On notera à ces élections une chute des islamistes et du PT de Louisa Hannoune (Parti des travailleurs lié au POI en France) qui a trop participé à la défense du Président Bouteflikha.

#### Peux-tu nous résumer la situation à Barbacha? Il s'agit d'une agglomération de 27000 habitants près de Béjaïa, dont le maire était un camarade du PST: Sadek Akrour. Avant les élections, le wali (préfet) avait déjà refusé d'enregistrer notre liste et il a fallu une grande

mobilisation de la population pour le faire céder. Aux élections de novembre, le PST a recueilli 39% des voix, donc une majorité - mais pas absolue - avec 6 élus sur 15 et les quatre autres partis présents se sont alors mis d'accord pour faire passer un autre maire avec 8 voix contre 7, alors que la loi stipule que c'est la liste ayant eu plus de 35% qui doit faire la proposition du nouveau maire. L'élection a eu lieu sans la présence de nos élus qui n'avaient même pas été prévenus...

La population a refusé ce diktat et s'est mobilisée pour soutenir l'ancienne équipe qui avait mis tous ses moyens à sa disposition pendant son mandat. Il y a désormais une véritable auto-organisation avec une assemblée générale ouverte qui se réunit chaque soir. La salle des fêtes est occupée ainsi que d'autres bâtiments, la mairie est fermée et personne ne peut entrer. L'assemblée générale décide des actions politiques à mener mais aussi des décisions à prendre pour le fonctionnement de la commune. Il y a déjà eu deux rassemblements dans la wilaya de Béjaïa dont le dernier, le 5 janvier, a réuni plus d'un millier de personnes qui ont bloqué une des principales artères de Béjaïa pour exiger l'organisation de nouvelles élections. Parmi les manifestants il y a des gens qui avaient voté pour d'autres listes mais qui exigent que le choix majoritaire pour le PST soit respecté.

Il y a des procédures judiciaires en cours. Certaines contre nous car on accuse des militants d'avoir bloqué la mairie. Par contre, à notre demande, la justice doit décider le 8 janvier si on refait ou pas les élections. En tout cas pour le PST, c'est une expérience exceptionnelle pour un parti qui n'est pas électoraliste mais s'appuie sur les mobilisations et l'auto-organisation, un véritable exemple pour les autres communes.

#### Où en sont les mobilisations en Algérie?

Il y a un véritable bouillonnement social, certes défensif, mais qui touche aussi bien Algérie Poste (les postiers en grève depuis plus d'une semaine manifestaient dimanche devant la Grande Poste), la construction navale (soutien aux syndicalistes licenciés de l'ERENAV), les salariés de l'Entreprise de travaux routiers (ETR) en grève depuis 10 mois, ou le métro d'Alger. Sans oublier le mouvement des chômeurs qui vient de se doter d'une coordination, et de subir la répression avec l'arrestation de jeunes chômeurs à Ouargla. Pour le moment, il ne s'agit pas encore de se battre pour des conquêtes nouvelles mais la combativité de toutes ces luttes est impressionnante. Le PST appuie toutes ces mobilisations, les popularise, et y participe en fonction de ses forces militantes. **Propos recueillis par Alain Krivine** 

### OBAMA ET « LA FALAISE FISCALE »

### Les USA vers une cure d'austérité

Après avoir siégé la nuit de la Saint-Sylvestre, le Congrès américain a adopté dans la nuit du 1er au 2 janvier une loi augmentant le taux d'imposition des foyers aux revenus supérieurs à 450000 dollars par an de 35% à 39,6%. Pas de quoi fouetter un chat mais la mise en scène de ce vote, faisant suite à une long psychodrame parlementaire entre Démocrates et Républicains, prépare les travailleurs et le peuple américains à une cure d'austérité drastique. Dette oblige.

et accord aurait été rendu incontournable pour éviter le risque de la «falaise fiscale», une règle fixé en août 2011 quand les parlementaires américains avaient décidé de relever le plafond légal de la dette, faute de quoi le Trésor n'aurait plus eu le droit d'emprunter. Ils s'étaient alors donné jusqu'au 1er janvier 2013 pour trouver un compromis, au moment où le nouveau plafond de 16,39 milliards de dollars de dette allait être atteint. Le plafond autorisé de la dette était relevé de 1200 milliards de dollars avec la réduction d'autant des dépenses sur dix ans.

Soit les deux partis parvenaient à un accord sur les économies à réaliser, soit des coupes automatiques dans toutes les dépenses, d'un montant total de 110 milliards de dollars pour 2013, s'appliqueraient: des coupes budgétaires de 8 à 10%, plus des hausses d'impôts de 400 milliards de dollars, ainsi que des réductions automatiques de dépenses publiques de plus de 100 milliards de dollars. La voie la plus courte vers la récession.

### Préparer l'opinion

L'accord voté ne fait que différer le problème de deux mois. Les parlementaires ont prolongé les allocations chômage fédérales qui expiraient pour deux millions de personnes au 31 décembre 2012, et ils se sont contentés de maintenir les exonérations pour tous les revenus inférieurs à 450000 dollars par an. Mais cela n'empêche pas d'autres impôts d'augmenter et en particulier les impôts prélevés sur les salaires dont les exonérations ont aussi expiré et n'ont pas été prolongées. En réalité, les trois quarts de la population verront leurs impôts augmenter cette année, y compris parmi les plus modestes. Soulagées, les Bourses ont joué à la hausse. Obama a crié victoire: «l'un des piliers de ma campagne présidentielle était de changer un code des impôts qui était trop favorable aux riches aux dépens de la classe moyenne». Il tente de faire jouer aux Républicains le rôle des méchants pour éviter de porter seul la responsabilité de l'austérité annoncée, tout en préparant l'opinion à celle-ci. C'est bien là le seul vrai désaccord entre eux!

En effet, l'accord budgétaire ne résout en rien le problème de l'envolée de la dette publique. À la fin du mois de février s'ouvriront de nouvelles négociations sur le relèvement incontournable du plafond de la dette publique, au-delà de 16400 milliards de dollars, et de nouvelles coupes budgétaires et taxes. Le moment de payer l'ardoise des énormes subventions aux banques et aux grandes entreprises, qui ont fait bondir la dette suite à la crise de 2008, ne peut plus être repoussé. Aujourd'hui, la dette dépasse 100% du PIB, soit plus de 52 000 dollars par habitant. Elle coûte plus de 220 milliards de dollars d'intérêts chaque année, ce qui est près de deux fois plus que les dépenses d'éducation.

C'est bien aux travailleurs et à la population que Démocrates et Républicains veulent la faire payer, un énorme transfert de richesses au profit des classes dominantes qui conduit à la régression sociale et économique.

**Yvan Lemaitre** 

### INTERNATIONALISME

### Le fonds de solidarité Asie

L'association Europe solidaire sans frontières (ESSF) a ouvert un fonds permanent de solidarité Asie. Depuis 2004, elle a initié des campagnes d'aides envers des populations victimes de désastres humanitaires (tsunamis, catastrophe nucléaire...).

> e bilan d'ensemble de ces initiatives «ciblées» est très positif et elles se poursuivront, mais l'expérience montre qu'elles ne sont pas

suffisantes. La création du Fonds doit permettre d'agir rapidement en cas d'urgence, d'intervenir quand nos médias ne couvrent pas l'événement (ce qui rend difficile le lancement d'une campagne spécifique), de soutenir durablement les mouvements populaires qui portent sur le terrain la solidarité (y compris dans la phase de reconstruction) - et de les défendre plus

efficacement quand ils subissent la répression : la «politique de l'aide» n'échappe en effet pas à la politique tout court. Les pouvoirs établis l'utilisent à des fins de clientélisme ou pour favoriser des intérêts privés.

#### Contre la répression, pour l'auto-organisation

Ainsi, dans le nord du Pakistan, des militants coupables d'avoir défendu des villageois victimes d'une inondation ont été incarcérés, torturés, et n'ont été libérés qu'après une longue campagne menée dans le pays même et sur le plan international.

De 2005 à 2012, plus de 77 000 euros ont été envoyés par le biais d'ESSF, les dons provenant d'une quinzaine de pays. Cette aide va aux populations les plus démunies et contribue à leur auto-organisation, pour qu'elles soient à même de défendre leurs droits en situation d'urgence. Des liens durables ont été noués avec des mouvements militants agissant sur le terrain. Le Fonds permanent de solidarité doit nous permettre d'améliorer notre capacité d'action - avec votre indispensable soutien.

### **Pierre Rousset**

Pour les transferts bancaires ou PayPal, voir en page d'accueil sur le site www.europe-solidaire.org. Envoyez les chèques à ESSF 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil. En France, les dons humanitaires donnent droit à des réductions d'impôts.



# HOLD-UP CONTRE LA PROTECTION SOCIALE!



### Dossier réalisé par la commission santé-sécu-social du NPA

- Pour suivre l'actualité de la protection sociale, le site de la commission : http://siteinfosecusante.free.fr/
- Pour contacter la commission : npa-sante-secu-social@orange.fi

### En 2013 la protection sociale sera un des principaux instruments pour imposer à la population encore plus d'austérité.

es politiques sociales des différents gouvernements de gauche et de droite ont abouti à un rétrécissement des droits sociaux acquis dans le cadre du rapport de forces favorable de 1945 et développés pendant les 25 années qui ont suivi. Depuis une trentaine d'année, des dispositifs facultatifs et privés n'ont cessé de réduire la place de la Sécurité sociale. Ils favorisent la marchandisation de la santé et des retraites. Le gouvernement Hollande ne fait que prolonger et aggraver ces politiques: Il veut approfondir la contre-réforme du financement de la Sécurité sociale entamée par Michel Rocard et poursuivie par tous ses successeurs, et l'étendre aux retraites complémentaires et aux régimes de chômage.

Pour appliquer «la règle d'or» et supprimer le soi-disant déficit, il diminuera les prestations versées par la Sécurité sociale. Le système basé sur les principes de la solidarité (entre malades et bien portantEs, travailleurEs et retraitéEs, actifEs et chômeurEs...) financé par la cotisation sociale, pourrait se réduire en faveur du secteur marchand (pour celles et ceux qui en ont les moyens), et de l'assistance (envers les plus démunis) financée par l'impôt. Sans oublier le recours croissant aux associations caritatives.

### Le basculement du financement

Sarkozy avait créé un «Haut Conseil du financement de la protection sociale» sans jamais le réunir. Jean-Marc Ayrault l'a activé fin septembre 2012 et a précisé sa mission: «Il faut articuler le financement de la protection sociale et la compétitivité». Il a demandé que lui soit présenté «différents scénarios permettant un financement de la protection sociale pesant moins sur le travail et plus juste dans la répartition des efforts demandés à chacun».

### Et pourtant ils s'embarquent...

objectif de ce Haut Conseil est sans ambiguïté.
En aucun cas les syndicats ne devraient le cautionner.
Néanmoins, ils en sont membres en compagnie du patronat, de représentants de l'État et de la Sécurité sociale.

Lors de la sortie du rapport intitulé «l'état des lieux», la CGT a estimé dans un communiqué que celui-ci dresse « un constat équilibré de la

situation des finances sociales (...)
un certain nombre de constats
convergent avec ceux de la CGT,
même si nous ne partageons pas
l'ensemble de ses analyses (...).
La CGT peut donc utiliser cette note
de constat comme point d'appui
pour étayer ses revendications en
matière de financement de la
protection sociale.»

Même la CFDT est plus prudente!

dirigeante chargée des dossiers de la protection sociale, avant d'annoncer qu'elle participera avec ses propositions aux débats, tient à préciser que «réentendre la vieille antienne du coût du travail comme élément central du manque de compétitivité des entreprises françaises n'est pas sérieux (...) La foi du charbonnier dans la compétitivité-coût a déjà fait des dégâts...».

Les cotisations sociales restent la première source de financement de la protection sociale mais leur poids a diminué en raison de la progression des ressources fiscales de la Sécurité sociale plus particulièrement de la Contribution sociale généralisée (CSG).

L'enjeu est clair pour le patronat : il voudrait se débarrasser à terme de la part patronale des cotisations. En 2011 elle se montait à plus de 250 milliards d'euros!



### Salaire ou impôts ?

es cotisations sociales, c'est à la fois la «part patronale» versée directement par les employeurs et les cotisations dites «salariales» correspondant à la différence entre le salaire «trut» et le salaire «net». Dans les deux cas, c'est une partie de notre salaire Elles sont «socialisées» c'est-à-dire mises dans un pot commun et nous sont versées, lorsque nous sommes malades, en accident du travail ou maladie professionnelle, au chômage, en charge de famille, en retraite... Lorsque les patrons et les libéraux prétendent «alléger les charges», ils veulent en réalité diminuer une partie du salaire, le salaire socialisé.

Celui-ci alimente une caisse dédiée aux droits sociaux (l'URSSAF) et ouvre des droits selon le principe «chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins» à la différence des impôts et taxes, et de la CSG créée par Michel Rocard en 1990 qui s'est substituée aux cotisations sociales. À chacune de ses augmentations (elle était de 1,1% du salaire à l'origine, elle est 7,5% aujourd'hui), la CSG a permis aux employeurs de diminuer les salaires. Ils nous disent qu'elle élargit le financement à tous les revenus, mais en réalité, 70% de son montant total est prélevé sur les salaires, 18% sur les indemnités de chômage, de maladie, les pensions de retraite, et seulement 11% sur les revenus du capital!

### Les restrictions de prestations sociales

### **⇒** Maladie

Déremboursements de médicaments, franchises, forfaits, dépassements d'honoraires, la part du remboursement des soins courants par la Sécu n'est plus que de 55%. D'autres mesures en faveur des complémentaires permettent au patronat de se désengager du financement et facilitent le démantèlement de la Sécu:

— Loi Fillon de 2009: à la suite

- Loi Fillon de 2009: à la suite d'accords d'entreprises, les salariés sont obligés d'adhérer à la complémentaire santé. En échange d'exonérations fiscales et sociales, les patrons prennent en charge une partie de la cotisation. Mais lorsqu'il quitte sa boîte, le salarié peut se retrouver sans couverture complémentaire. La généralisation de l'accès aux complémentaires santé, proposée par Hollande en 2012 au congrès de la Mutualité est la monnaie d'échange

du patronat dans le cadre de la négociation sur «la sécurisation de l'emploi ».

- Les réseaux de soins: le Parlement a voté en décembre 2012 une loi autorisant les mutuelles à signer des contrats avec les professionnels de santé, tenus dans ce cas de respecter certains tarifs. Dans ce cadre, les complémentaires pourront moduler leurs remboursements et à terme imposer aux médecins et aux malades leurs conditions (cf. *Tout est à nous!* n°173)

### La mutualité se positionne :

Applaudie par Sarkozy, elle a proposé en 2009 de rembourser les affections de longue durée (maladies graves remboursée à 100%) à la place de la Sécu. Depuis, l'hypertension artérielle a été retirée de la liste des ALD... Elle a approuvé l'accord sur les dépassements d'honoraires et envisage d'étendre leur prise en charge... et en

conséquence de procéder à de nouvelles augmentations de cotisations à la charge des mutualistes. La mutualité joue ainsi le rôle de «cheval de Troie» pour la privatisation de la Sécu.

### **○ Retraite**

Le gouvernement est déterminé à lancer une nouvelle «réforme» des retraites. Il envisage d'aller plus loin qu'un simple aménagement du système actuel. S'inspirant du «modèle suédois» préconisé par la CFDT, il entend procéder à une «réforme systémique», le niveau des pensions n'étend plus garanti (cf *Tout est à nous!* n°176).

### **⇒** Perte d'autonomie

Durant la campagne électorale, Hollande promettait que la dépendance serait «le 5° risque de la Sécurité sociale, instauré par un financement général et solidaire ». Cette définition du financement était bien floue. De plus, la première mesure augure mal de la suite: les pensions versées à partir du 1<sup>er</sup> avril 2013 seront soumises, pour toutes les personnes payant des impôts, à une contribution supplémentaire de 0,3 %, destinée au financement de la dépendance. Cette disposition est en contradiction avec un des principes fondateurs de la Sécu, la solidarité intergénérationnelle de la naissance à la mort.

### **⇒** Chômage

Un rapport ministériel (DARES) décrit «une tendance lourde: le basculement d'un financement par la cotisation sociale, à un financement par l'État». Après l'indemnisation par le Pôle emploi, les chômeurs reçoivent des aides moins élevées, telles que l'allocation spécifique de solidarité (ASS) et le RSA financés par l'État.

Entre 2005 et 2008, la durée moyenne d'indemnisation des demandeurs d'emploi par l'assurance chômage a diminué de deux mois. L'allongement des annuités pour bénéficier des retraites amplifie ce mouvement de transfert des prestations sociales à celles d'assistance.

### **○** L'action sociale

Les aides sociales sont transférées de l'État au département sans que les moyens suivent: des prestations stagnent ou sont réduites (aide au logement des étudiants...). Le recours à l'aide d'associations (Restos du cœur, Secours populaire, Secours catholique, Médecins du monde...) explose. C'est un basculement des prestations d'assistance financées par l'impôt vers des aides aléatoires, vers la charité. L'Union européenne menace de supprimer les crédits alloués depuis 25 ans à l'aide alimentaire.

# Le calendrier des contre-réformes



Maladie: la généralisation des complémentaires santé est discutée dans le cadre de la négociation «sur la sécurisation des emplois»

les 10 et 11 janvier.



Retraites: tenant compte du rapport du COR (Conseil d'orientation des retraites) une commission doit rendre des «éléments de conclusions à partir

de février 2013 (...) Une concertation doit être engagée à partir du printemps 2013 ».



Retraites complémentaires: les prochaines séances de négociations auront lieu en janvier, février et mars 2013.

Mai

Financement: le Haut Conseil du financement de la protection sociale doit proposer des évolutions «en termes de diversification de

recettes » début mai. Le gouvernement engagera ensuite «une concertation avec les partenaires sociaux avec pour objectif une réforme législative en 2013 ».

2013

Perte d'autonomie: dossier reporté courant 2013.



### La Protection sociale

Elle regroupe diverses institutions<sup>1</sup>

#### La Sécurité sociale

Les caisses de base sont des organismes privés chargés d'une mission de service public sous le contrôle étroit de l'État. Les caisses nationales sont des établissements publics.

Elle a été découpée depuis 1967 en branches – la branche maladie (maladie, maternité, invali-

dité, décès)

– la branche accidents du travail et maladies

professionnelles

– la branche vieillesse et veuvage (retraite)

 la branche famille (elle gère les allocations familiales et d'autres prestations : handicap, logement...)

### Les régimes complémentaires obligatoires :

les caisses de retraite complémentaires des salariés du secteur privé (Agirc, Arcoo) sont des régimes paritaires (patronat-syndicats)

Les régimes complémentaires facultatifs ou dans le cadre d'accords d'entreprises (mutuelles de santé, institutions de prévoyance).

**Le régime du chômage,** le Pôle emploi (une agence d'État) et l'Unedic (régime paritaire sous tutelle de l'État).

**L'aide sociale des pouvoirs publics** (essentiellement les départements, pour les personnes âgées, les handicapéEs, l'enfance, ou au titre de l'insertion..).

1. Sont prises en compte les institutions retenues dans les rapports officiels Dress. En sont exclus le secteur marchand (assurances) et les organismes caritatifs



### Les propositions du NPA

our le NPA, il n'y a pas «déficit» de la Sécurité sociale, mais un choix politique des gouvernements, sous la pression du Medef, de réduire la part socialisée du salaire, pour accroître la «compétitivité», c'est-à-dire les profits.

Nos propositions se situent dans la perspective inverse : accroître la part de la richesse produite qui revient aux salariéEs en réduisant la part que s'approprient gratuitement les employeurs sous forme de profit.

### **○** Retraite

- Retraites «par répartition» intégralement financées par des cotisations sociales à 60 ans (55 pour les travaux pénibles).

Pension correspondant à 75% du meilleur salaire.
Retour à 37,5 annuités de cotisations pour une retraite complète, comprenant les années de chômage, de formation, et sans pénalisation du temps partiel.

### **⊃** Santé

- Soins intégralement remboursés à 100 % par l'assurance maladie.
- Abrogation des franchises, «tickets modérateurs», et forfaits hospitaliers
- Interdiction des dépassements d'honoraires.
- Remboursement à 100% des médicaments prescrits.
   «Tiers payant» généralisé pour éviter l'avance de
- Financement de la perte d'autonomie par l'assurance
- Disparition des «assurances complémentaires».

⊃ Le chômage n'est pas la responsabilité du salariéE: il doit être indemnisé par des cotisations chômage versées par les employeurs (et non par l'État – RSA). Les allocations chômage doivent être maintenues à la hauteur du salaire perçu au moment de la perte d'emploi, jusqu'à ce que le salarié retrouve un nouvel emploi.

⇒ La Sécurité sociale doit être exclusivement financée par des cotisations sociales. Tous les autres modes de financements (CSG, TVA, taxes diverses) doivent être abolis. La Sécu doit être rendue aux assurés sociaux qui en assureront la gestion, sans intervention du patronat ou de l'État. Les administrateurs de la Sécurité sociale doivent être à nouveau élus, et être contrôlés par les assurés sociaux, consultés sur toutes les questions importantes.

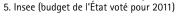


	RECETTES		DÉPENSES	
	633,1 milliards d'euros		654 milliards d'euros	
LA PROTECTION SOCIALE <sup>1</sup> 1/3 du PIB (1993 milliards en 2011)	Ressources:		Répartition:	
	Cotisations sociales	56%	Sécurité sociale	63,7%
	Cotisations sociales fictives <sup>2</sup>	7,9%	Régimes de chômage	4,8%
	Contribution sociale généralisée (CSG)	13,2%	Régimes complémentaires (retraites)	12%
	Impôts, taxes, contributions publiques	20,9%	Aides sociales	9,3%
LA SECURITE SOCIALE <sup>3</sup> 1/5° du PIB	418 milliards d'euros		440,8 milliards d'euros	
	Ressources:		Répartition par branche:	
	Cotisations sociales	59,1%	Maladie	47%
	CSG	20,5%	AT-MP <sup>4</sup>	4%
	Impôts et taxes	12,3%	Vieillesse	32%
	Transferts et autres produits	8%	Famille	17%
L'ETAT⁵	326,8 milliards d'euros		421,6 milliards d'euros	

### Sources :

Sources:
1. DREES « les comptes de la protection sociale de 2010 »

- 2. Contrepartie des prestations versées directement de l'employeur à ses salariés (retraites des fonctionnaires...)
- 3. Commission des comptes de la Sécu + direction de la Sécu (chiffres clefs 2011)
- 4. Accidents du travail/maladies professionnelles





**KANAKY** 

### VOIRON (ISÈRE)

### Caravane contre l'austérité



e NPA Voironnais (Isère) a initié une action originale qui s'est concrétisée le samedi 22 décembre 2012. L'idée était d'apporter symboliquement des cadeaux aux plus riches, et de dénoncer l'action gouvernementale qui octroie au patronat 20 milliards d'aides supplémentaires, et cela dans une période de restrictions pour la majorité de la population. Le comité a proposé aux forces locales non gouvernementales de la mettre en œuvre. L'action a été suivie par les collectifs militants Front de gauche A'Part et du Sud-Grésivaudan, le Parti de gauche, la Gauche unitaire, le Parti communiste français, Attac, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), les Décroissants de Voiron, et l'Union syndicale Solidaires et la CGT (Union locale de Voiron). Nous avons traversé joyeusement les principales villes de la circonscription depuis Saint-Marcellin jusqu'à Voiron. Voitures décorées, chiens de traîneau et Père Noël, drapeaux, claque son, dépôt des cadeaux et soupe populaire. Une bonne mobilisation qui a rassemblé une centaine de personnes en période de fête.

« Père Noël en colère, Père Noël solidaires ! » « 20 milliards pour les patrons, 3 centimes pour les salariés, joyeux Noël les pigeons ! » Une action unitaire contre l'austérité de gauche qui en appelle d'autres...

Correspondant

### IV<sup>e</sup> congrès du Parti travailliste

Le Parti Travailliste (PT), fondé par l'USTKE en 2007 (cf. Tout est à nous! n°176), a tenu son IV<sup>e</sup> congrès à Pouebo dans le Nord de Kanaky en décembre. Au centre des discussions, la préparation des élections provinciales de 2014 qui désigneront le congrès qui doit organiser les référendums d'autodétermination pour l'indépendance du pays.

est à Balade, sur la commune de Pouebo que la France a pris officiellement possession du territoire en 1853. Depuis, elle y maintient sa domination coloniale, privant la population d'origine, les Kanak, de ses droits à la souveraineté et à la dignité. Depuis 1988 et les accords Matignon-Oudinot, la France a ouvert officiellement un processus d'autodétermination pour la «Nouvelle-Calédonie» dans les dix ans. En 1998, l'accord de Nouméa a repoussé l'échéance à la mandature 2014-2018 du Congrès.

Mais les transferts de compétences non régaliennes prévus dans l'accord ne sont que partiellement entamés, l'accès aux postes de responsabilité dans la gestion du pays est toujours bloqué pour la majorité des Kanak, ce qui fait dire aux colonialistes que l'indépendance n'est pas encore possible, qu'il faut que les bienfaits du colonialisme continuent de faire leur œuvre pour que les Kanak soient prêts à l'indépendance...

#### Vers la souveraineté?

Le PT réaffirme à l'occasion de son congrès «nous sommes prêts pour entrer dans le cadre d'une souveraineté assumée par les gens du pays». C'est le sens du mot d'ordre Kanaky 2014 mis en avant par le parti. Le contexte politique permet de penser qu'une majorité favorable à l'indépendance peut sortir des urnes en 2014. D'un côté, la droite est très divisée sur fond de querelles d'egos et d'intérêts économiques divergents et, de l'autre, tous les partis indépendantistes affichent une volonté de ne pas rater l'échéance de 2014. Les partis qui composent le FLNKS ont tenu leurs congrès respectifs en novembre et ont tous affirmé leur volonté de faire de 2014 une étape ultime du processus d'accès vers la pleine souveraineté. Les discussions du PT avec l'Union



Rose Vaialimoa lors du congrès. (DR)

calédonienne sont cordiales, le débat avec le PALIKA est plus compliqué mais la base de ce parti pousse aussi fortement pour l'unité. Tous sont d'accord pour la rupture avec les rapports de domination et d'assujettissement, pour une maîtrise par le pays des ressources naturelles (les mines de nickel bien sûr, mais aussi la ressource marine avec sa riche biodiversité et ses fonds encore inexploités).

### **Engagement anticolonial**

Le PT entend donc mobiliser ses militants pour faire aboutir l'unité indispensable à une victoire indépendantiste et ce dès les élections municipales de 2013 dans les communes où la droite colonialiste est majoritaire. Le parti a réaffirmé que le drapeau de Kanaky qui flotte sur les bâtiments officiels ne devait plus redescendre, le seul drapeau qui disparaîtra à l'indépendance sera celui de la France.

En France, les militants anticolonialistes se doivent de populariser le droit à l'indépendance de Kanaky en particulier à l'occasion de la semaine anticoloniale en février prochain à Paris (programme sur www.anticolonial.net). Les militants du NPA prendront toute leur place dans cette mobilisation.

**Bernard Alleton** 

### LA SEYNE (VAR) En action pour le logement

Au départ, il y a la mobilisation du comité NPA en octobre 2009 contre l'expulsion d'une famille dans la cité HLM de La Seyne, suivi de la mobilisation de la confédération nationale du logement (CNL). Le début d'un mouvement durable pour le logement social dans le Var.

n mars 2010, un appel à la constitution d'un collectif contre les expulsions est lancé par la CNL et l'UD CGT, le NPA rejoint ce «Collectif départemental pour le droit au logement » réunissant par la suite un large arc de force syndical et politique.

### États généraux pour le logement social

Sa première initiative a été un rassemblement, puis l'organisation le 5 novembre 2011 d'une réunion des États généraux du logement dans le Var qui adopte une plate-forme assez radicale autour de la mobilisation pour le logement social. Le Var est en effet le département qui a le pourcentage le plus faible de logements sociaux (8 %) alors que 75 % de la population est en condition d'accéder à ce type de logement. Cet axe de campagne est développé avec plusieurs rassemblements et délégations à la préfecture et au conseil général. En mai 2012, les candidatEs aux législatives sont interpelléEs et un prix «HLM en carton» est attribué à trois maires qui sont

loin de respecter le quota de 20%.

En octobre 2012, un rassemblement au pied de la tour HLM où loge une famille menacée d'expulsion permet l'arrêt de celle-ci, le maire réactivant son arrêté anti-expulsion. Une famille expulsée dans le secteur privé est aussi réinstallée dans son logement.

### **En soutien aux Roms**

Enfin, le collectif est averti des menaces d'expulsion de Roms originaires de Bosnie et de Serbie occupant un terrain de l'office HLM. Une première menace d'expulsion est reportée après démarches à la préfecture et auprès de la mairie. Face aux menaces et agressions qu'ils subissent venant de gens du voyage installés dans un terrain voisin, en l'absence d'accès à l'eau et à l'électricité, les Roms demandent à s'installer dans un autre terrain, au moins temporairement. Le 21 décembre 2012, le collectif organise un rassemblement devant la mairie pour exiger la protection des Roms contre toute agression et un hébergement pérenne. Le lundi 24 décembre une distribution de jouets aux enfants permet la médiatisation.

Vu la situation du Var – très peu de logements sociaux, forte hausse des loyers dans le privé, spéculation immobilière, quasi-absence d'aires d'accueil pour les gens du voyage, faible nombre de places en hébergement – la mobilisation sur les questions du logement continue.

Correspondant

### SUD OUEST (AUCH) 18 salariés menacés de licenciement



e 9 novembre 2012, la direction du journal *Sud Ouest* annonçait, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, un plan de 180 suppressions d'emplois. Il s'agirait pour la direction du journal de s'adapter à un environnement économique difficile et de poursuivre

son développement numérique.
Traduction pour le Gers: fermeture de l'agence d'Auch... inaugurée pourtant en grande pompe il y tout juste un an par tout le gratin gersois.
Pour le Gers, cette fermeture annoncée est une très mauvaise nouvelle à plusieurs titres. Pour les salariéEs concernéEs, bien sûr, que l'on sacrifie pour faire monter le taux de rentabilité. Pour une pluralité déjà mise à mal, car c'est la fin programmée de Sud Ouest dans le département. Le quotidien ne

maintiendrait qu'un journaliste dans le département. Basé à Condom, celui-ci ne couvrirait que l'ouest du Gers, qui deviendrait ainsi une annexe des Landes.
En quoi la fermeture de l'agence d'Auch pourrait-elle aider au développement numérique de Sud Ouest? L'édition d'un journal, qu'elle soit sur papier ou numérique, a besoin d'un contenu de qualité que seuls des journalistes peuvent fournir. Sans journaliste, il ne peut pas y avoir

de version numérique de Sud Ouest

pour le Gers.
En réalité, la direction de Sud Ouest, ne veut pas maintenir sa présence dans des départements où elle n'est pas dominante. Le Gers va donc être abandonné à son concurrent la Dépêche du Midi. Les patrons de presse, Olivier Gerolami et Jean-Marie Baylet, en bons capitalistes se partagent le territoire en monopoles médiatiques.

### **Correspondant**

Pétition de soutien aux salariéEs : http://www.change.org/SudOuestAuch

### campagne emploi

### Virer sans licencier

Faisant suite à l'accord interprofessionnel signé par quatre confédérations sur cinq en janvier 2008 (à l'exception de la CGT), la loi sur la modernisation du travail a mis en place un nouveau dispositif: la rupture conventionnelle du contrat de travail. Depuis, plus d'un million de procédures ont été homologuées par la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

l faut dire que ce dispositif est particulièrement simple et avantageux pour les entreprises : aucun motif de séparation à avancer, pas de préavis et un délai de rétractation de quinze jours. Mieux encore : les demandes d'homologation sont accordée dans 94% des cas selon la Dares¹ essentiellement pour vérifier si les délais et le montant des indemnités ont été respectés.

#### Fondamentalement inégaux

Elles représentent aujourd'hui 12% des fins de CDI, deux fois plus que les licenciements collectifs, mais encore nettement moins que les démissions. Alors pourquoi s'en priver? Le salariéE évite la démission sans indemnités de chômage et l'entreprise les licenciements, avec leur cortège de contestations aux prud'hommes. C'est ainsi que dans le meilleur des mondes selon Laurence Parisot, un grand pas en avant aurait été réalisé avec l'instauration de la loi sur le divorce en 1975: il s'agirait tout simplement d'appliquer la même philosophie au monde de l'entreprise...

À un «détail» près cependant: le contrat de mariage met sur un pied d'égalité les deux époux. Dans le code du travail, cela reste fondamentalement un contrat de subordination entre deux parties qui ne sont absolument pas égales. Ce n'est donc pas un hasard si, selon l'enquête menée par la Dares en juin 2011, les trois quarts des ruptures conventionnelles sont signées dans des entreprises qui comptent moins de cinquante salariés et n'ont ni représentant syndical ni délégué du personnel. Moins d'unE salariéE sur dix se fait accompagner pendant la négociation. Alors, volontaires les salariéEs?

### Vers la «flexisécurité»

Il y a certes une forme de rationalité d'un point de vue individuel à engager une telle procédure



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MENO

lorsque la situation s'est fortement dégradée dans l'entreprise : une contestation devant les prud'hommes est toujours longue et aléatoire. Mais c'est une minorité de salariéEs plus ou moins en position de force qui arrive à négocier dans ces conditions.

Dans les trois quart des cas, selon une enquête menée par la CFDT en juillet 2012, c'est à l'initiative des entreprises. Outre les avantages pratiques, il y a aujourd'hui deux avantages politiques à exploiter au maximum ce dispositif.

Dans un contexte de réorganisation incessante du processus de travail, cela permet de faire supporter à la collectivité, via l'assurance chômage, et à l'individu, via la rupture conventionnelle, les dégâts causés par la recherche sans fin des gains de productivité.

C'est aussi et surtout un point d'appui pour expérimenter un nouveau type de contrat de travail où la «flexisécurité» selon le patronat devrait lui donner la possibilité de mettre en place des ajustements rapides et «volontaires» de départs, aujourd'hui individuels, demain collectifs. Un des enjeux justement des négociations «historiques» selon Hollande qui devraient reprendre le 10 janvier entre syndicats et patronat.

### Jean-François Cabral

1. Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques.

### ACCORDS SYNDICATS—MEDEF Au pied du mur

Hollande met la pression sur les « partenaires sociaux »: ils doivent finaliser un accord sur l'emploi et la compétitivité des entreprises les 10 et 11 janvier 2013 qu'ils auraient déjà dû conclure à la fin décembre.

e gouvernement leur a donné droit à une prolongation au-delà de laquelle il «prendra ses responsabilités». L'enjeu est en effet décisif: soit les «partenaires sociaux» et surtout les syndicats de salariéEs s'accordent sur la flexibilisation de l'emploi en échange de contreparties marginales et apportent leur caution à ces mesures, soit le gouvernement doit en prendre, seul, la responsabilité.

Les «avancées» mises sur la table par le Medef sont maigres: la taxation des contrats courts (fortement contestée par les PME) et la généralisation des systèmes de complémentaire santé. Les attaques, elles, sont gravissimes: flexibilisation

du temps de travail et des salaires, libéralisation de la mobilité et limitation de toute possibilité de recours judiciaire.

### **Valse-hésitation**

Aujourd'hui le Parti socialiste ne dispose plus d'une présence militante dans le salariat lui permettant de peser. Son poids dans les appareils syndicaux est de ce fait relativisé. Certes, les syndicats les plus réformistes – CFTC, CGC – s'apprêtent à approuver sans honte les propositions du Medef. Mais FO et la CFDT hésitent à signer un accord qui pourrait être perçu comme un compromis entérinant de nouveaux reculs sociaux.

Si pour FO, un revirement de dernière minute ne serait pas une surprise, la direction de la CFDT semble plus réticente à rejouer la séquence de la réforme des retraites, même si les enjeux et la situation économique et sociale sont très différents. À moins que Chérèque ne se soit engagé sur une signature en échange de sa nomination comme inspecteur général des affaires sociales? Pour la CGT, à quelques semaines du 50° congrès confédéral, après des mois de tractations plus ou moins feutrées dans l'appareil sur la succession de Thibault, il est peu probable que ses responsables prennent le risque de créer de nouvelles turbulences.

### **Robert Pelletier**

### LES NOTRES

# **Jacques Bertin**



DR

ilitant associatif, bien connu des militants du 95 et de Paris 13°. Epuisé par sa maladie, Jacques nous a quitté ce matin de 1er janvier, au levé du jour. Un compagnon de route, depuis toujours.

En mai 68, il participait aux AG à la Sorbonne. Il vouait, depuis ces jours, un profond respect à Alain (Krivine): un des seuls à se faire entendre dans ce vaste capharnaüm, se rappelait-il. Il avait eu ensuite maille à partir avec l'Éducation nationale au début des années 70. À l'époque, racontait-il, il avait suivi les avis de Daniel (Bensaïd) sur la marche à suivre dans son combat contre l'administration. Ce qui l'avait fait partir de nombreuses années, en Tunisie.

Compagnon de route, militant, il n'avait jamais été membre ni de la LCR ni du NPA. Il croyait absolument que la révolution jaillirait. En historien, il assurait que pour aucune d'elle, personne ne pourrait ou n'aurait pu prévoir par quoi se produirait l'étincelle. Il prétendait qu'il était trop libertaire pour adhérer. Pour autant, il suivait la LCR, puis le NPA, persuadé que nous ne serions pas très loin du foyer, là où il faudrait être...

Militant, passionné, disponible pour les sans-papiers. Il l'a été, sans discontinuité, sans compter. Plus que tout autre. Sachant nous reprocher de pas être suffisamment à la hauteur. Nous l'aimions, pour cela, aussi, parce que nous savions qu'il nous aimait. Ami... drôle et chaleureux, il partageait ce qu'il appréciait : le Pessac Leognan (blanc), les huîtres, les arbres, son étang et la forêt. Il s'en va, dans son Morvan, près de sa mère et de son pere, dont il disait qu'il y pensait tous les jours. Son regard, sa moustache nous hantent. Nous penserons à lui.

**Christophe Armen** 

### ORBEC (CALVADOS) Notre ZAD dans le Pays d'Auge?

ercredi 2 janvier, pour bien démarrer l'année, les postiers d'Orbec se sont mis à 100% en grève contre la réorganisation à venir sur leur bureau : suppression de tournées, d'emplois... Ils sont aussi mobilisés contre le projet de fermeture de ce même bureau en mars 2015. Tous les gouvernement successifs, de



gauche comme de droite, n'ont eu que pour objectif «la privatisation de la poste». On le vérifie encore aujourd'hui, et pour les postiers d'Orbec, l'heure de la révolte a sonné. Après la journée de grève, une pétition a été lancée et un comité de soutien va se créer dans les jours qui viennent, comité pour regrouper les usagers, les syndicats, les partis politiques...

Olivier Besancenot a envoyé un message de soutien aux postiers d'Orbec: «La mobilisation des postiers est déterminante pour stopper les réorganisations et les suppressions d'emplois. Il est possible de faire reculer la direction, si nous réussissons à regrouper les résistances, quels que soient les services ou les bureaux. La direction de La Poste finira par payer un jour cette destruction du service

postal.» Et le comité de Lisieux est acteur de cette lutte, par son soutien, mais aussi la présence de ses militants au côté des postiers d'Orbec.

Symbole de résistance dans le département, la poste d'Orbec est devenu notre ZAD et la détermination des postiers est sans faille.

Christophe, militant du NPA

10 janvier 2013 n°176





Dans le cadre de la préparation du deuxième congrès du NPA qui se tiendra du 1er au 3 février 2013, nous ouvrons nos colonnes aux positions autour de la discussion sur le projet du NPA.

### TRIBUNE W Pourquoi «Réappropriation du NPA par toutes et tous»?

otre plate-forme est née de la volonté Un parti des luttes, de toutes les luttes de mener autrement le congrès afin qu'au-delà des enjeux de pouvoir, il soit une échéance démocratique par le bas, à partir des militantEs, des comités, de leurs préoccupations et expériences.

Double constat: le NPA ouvert à touTEs les anticapitalistes défini par les principes fondateurs n'est pas encore né; le NPA, évitant les enjeux politiques de fond (forme d'organisation, rôle, implantation), s'est cristallisé autour de questions électorales.

Cette plate-forme entend repenser à la fois fonctionnement et orientation. C'est l'exigence d'auto-émancipation qui rend la question d'un fonctionnement plus démocratique indissociable de celle d'une intervention réactive sur le terrain du mouvement social et de la lutte des classes.

#### Un parti inclusif, aux pratiques aussi révolutionnaires que son projet!

Le NPA doit devenir un espace inclusif: un lieu de confiance, d'expérimentation. D'exploration et de politisation de nos colères, qui nous aide à les exprimer, les organiser, les comprendre. Pour cela, il nous faut revoir nos pratiques militantes, les mettre en cohérence avec ce projet révolutionnaire dans un contexte de défiance vis-à-vis des organisations traditionnelles.

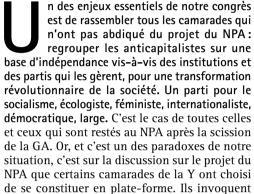
#### Un parti de l'imagination: articuler programme d'urgence et projet de société

Nous devons prendre au sérieux le besoin d'«un nouveau rêve général». Après l'échec des expériences « socialistes » du XX<sup>e</sup> siècle, il est temps de remettre l'imagination au pouvoir, d'esquisser un monde libéré de toutes les formes d'exploitation et de domination. Pour cela nous ne pouvons pas nous limiter à notre programme d'urgence : nous devons oser parler de ce projet de société que nous portons, oser alimenter l'espoir pour alimenter les luttes.

Le projet révolutionnaire ne se dessine qu'au fil de nos confrontations dans les luttes, pas dans les salles de notre parti, à l'aune de textes fétichisés. Il est temps de revenir sur nos activités, notre implantation militante, apprendre des défaites et nous nourrir des expériences victorieuses. Prendre au sérieux le fait que les luttes, comme les oppressions, sont plurielles et multiples, et qu'exploitéEs et oppriméEs se mettent en mouvement aussi diversement.

Ces questions sont intimement liées et nous entendons les porter afin que toutes les militantEs puissent s'en saisir, et en débattre. Nous désirons ainsi relancer une dynamique vitale pour l'avenir

de notre projet anticapitaliste.



quel bilan, le bilan de qui.

pour ce faire le bilan. Encore faudrait-il préciser

avons-nous eu raison, oui ou non, de créer le NPA? Le projet de regrouper anticapitalistes et révolutionnaires pour construire un parti large et ouvert, est-il toujours d'actualité? Nous répondons oui. Le choix de dépasser les limites du mouvement révolutionnaire, la volonté d'agir en parti s'adressant à l'ensemble des travailleurs, de la population, et non pas seulement en opposants plus ou moins critiques des vieux partis du mouvement ouvrier, est plus que jamais d'actualité. Pour répondre aux urgences créées par la crise, il est nécessaire de rompre avec les conceptions des petits groupes qui croient aux proclamations.

Mais il y a d'abord un premier bilan à faire:

TRIBUNE

**Oser le NPA!** 

Répondre à la crise du NPA, c'est, à cette étape, rassembler toutes celles et ceux qui n'ont pas abdiqué de construire un parti indépendant des réformistes, c'est redonner vie au projet d'un parti où puissent trouver leur place toutes celles et ceux qui en partagent le programme, quel que soit leur niveau d'investissement. D'un parti creuset rassemblant des histoires et des traditions différentes.

C'est dans le cadre de ce projet commun, d'une solidarité collective, qu'il nous faut mener le débat sur le parti, de façon concrète, pratique, militante. Loin des recettes et des incantations, discutons à partir de nos expériences comment nous pourrions nous implanter dans les entreprises, les quartiers populaires, la jeunesse. Comment nous pourrions améliorer notre efficacité dans nos interventions. De même nous ne pouvons mener sérieusement le débat sur l'orientation politique qu'en vérifiant ensemble pas à pas ce qui permet le mieux de répondre aux besoins de la situation, des mobilisations, d'armer les

C'est ainsi que le congrès pourra remplir sa tâche: redonner vie, sans exclusive, au projet du NPA. Galia Trépère, Sandra Demarcq et Manu



### TRIBUNE Y

### L'actualité de notre projet

ans un contexte difficile d'offensive de une brûlante actualité : celui de vouloir construire la classe capitaliste pour faire payer aux classes populaires les frais de leur crise, avec l'aide active d'un gouvernement prétendument de gauche, nous avons besoin plus que jamais d'un parti comme le NPA capable d'assumer de manière conséquente son projet révolutionnaire.

Ce parti est aujourd'hui en crise. Le constater nous oblige à affronter lucidement cette question, sans nous dérober.

Cela veut dire en premier lieu oser faire des bilans, et ne pas se contenter de formules creuses qui se contentent d'appeler au rassemblement, en faisant croire que cela pourrait suffire pour relancer notre projet. L'expérience passée de la P1 depuis le dernier congrès devrait inciter pour le moins à la prudence...

Nous avons eu une vraie difficulté depuis la fondation du NPA: la crovance chez beaucoup de camarades qu'il y avait une sorte de boulevard à gauche du PS; l'illusion en conséquence qu'il suffirait de rassembler «tous» les anticapitalistes sans prendre la mesure de ce qui était en train d'émerger avec le Front de gauche, sur des bases réformistes, mais se réclamant aussi de l'anticapitalisme. Cette partie du projet a échoué. Mais il v a en même temps un autre aspect fondamental qui conserve dans la période actuelle

un parti pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, dans la lutte de classe, par en bas, en rompant avec l'esprit de combinaison politicienne, les jeux d'alliances, les interpellations dans le vide.

Malheureusement, nous n'avons pas su faire suffisamment du neuf, en nous laissant enfermer jusqu'à présent dans les questions électorales ; en affirmant notre volonté d'implantation dans les entreprises, la jeunesse et les quartiers, mais en discutant très peu du «comment», en particulier au niveau de la direction, sans définir de réelles priorités dans notre travail militant. Ou en se contentant d'interpellations des autres organisations, sans se donner les moyens de mener une réelle politique unitaire, capable de s'appuyer sur des mouvements réels, où l'on tente de jouer un rôle.

Nous ne pouvons que regretter que les camarades de la PX n'aient pas eu envie d'assumer cette discussion jusqu'au bout, préférant dans un premier temps bricoler un projet de texte en tentant de prendre des formules à droite et à gauche sans cohérence aucune, puis renonçant à défendre ce qu'ils veulent vraiment.

La démocratie dans le parti exige d'expliciter auprès des camarades ce que chacun propose et de le soumettre à leur appréciation.

### TRIBUNE Z Ni «gouvernement anti-austérité», ni para-syndicalisme: pour un NPA révolutionnaire!

ans le précédent *Tout est à nous!*, nous avons présenté la plateforme Z. Revenons ici sur les autres.

crise du parti. Celle-ci, certes aggravée par la scission de la GA, s'exprime surtout par la perte largement antérieure de 3/4 de nos effectifs. Il y a un enieu évident à tirer un bilan à la lumière de l'expérience et des insuffisances du projet de départ pour redéfinir nos axes et nos tâches. Or la majorité sortante (PX) déconnecte bilan et perspectives. Elle prétend n'avoir aucune responsabilité dans la crise : la GA serait cause de tous les maux! Au lieu d'élaborer une stratégie révolutionnaire concrète, elle répète en boucle les principes fondateurs. Au lieu d'engager la construction du parti dans le prolétariat et la jeunesse, elle continue à raisonner en termes d'«espaces» politiques et propose une «opposition de gauche» avec le FdG, axée sur l'objectif d'un « gouvernement anti-austérité ». Cela n'a rien à voir avec un réel gouvernement des travailleurs qui romprait avec le capitalisme et les institutions: la PX lui donne comme cadre l'appel à ce que «les États» (sans préciser leur nature de classe) cessent d'être soumis à «l'oligarchie financière» et soient «en mesure de contrôler et de diriger l'activité économique»: on est loin du renversement révolutionnaire de l'État bourgeois! Les camarades de la PY avancent des éléments

de bilan, des propositions avec lesquelles nous sommes d'accord (délimitation par rapport au réformisme, priorité à la lutte de classes). C'est Le Congrès a lieu dans un contexte de pourquoi nous leur avons proposé (hélas sans réponse) de discuter et défendre ensemble des axes communs. Mais la PY reste a mi-chemin. Elle fait appel aux «luttes», mais le programme qu'elle avance ne s'articule pas systématiquement à la nécessité de la prise du pouvoir. Selon elle, la question du gouvernement des travailleurs ne se pose que dans certaines circonstances ou si l'on nous demande notre projet politique. De plus, la PY comme telle ne défend aucune position sur le sujet brûlant de la Grèce (ses membres ont des positions contradictoires) et elle néglige les questions anti-impérialistes.

La PW critique le fonctionnement du NPA à juste titre: nous partageons le projet d'un parti plus actif, plus démocratique et plus fraternel. Mais il ne peut y avoir de redressement et d'enthousiasme sans changer l'orientation et défendre un programme clair; or voter pour ce texte ne donne aucun mandat en ce sens.

Seule la PZ propose à la fois un programme de transition révolutionnaire, la priorité à la lutte des classes et un fonctionnement démocratique. Daniela (93), Ludivine (75), Ludovic (75), Manu (28), Marie (75) et Vincent (68), membres du

**CPN** sortant.

# DESIGNA SASSEOIR EN SASSEOIR E

### EXPOSITION **Design en Afrique**

Musée Dapper, 35, rue Paul-Valéry, 75116 Paris. Jusqu'au 14 juillet

a nouvelle exposition du musée
Dapper permet
de voir à la fois
le meilleur des arts traditionnels d'Afrique
noire, spécialité de ce
lieu, et les créations
les plus étonnamment inventives et
critiques des jeunes
designers africains
d'aujourd'hui.

Curieuse institution

que ce musée privé situé dans les beaux quartiers de Paris mais attirant des visiteurs de tout à fait ailleurs, parce qu'ils savent y trouver une attention exceptionnelle aux expressions les plus remarquables de l'Afrique ancienne et actuelle, sans parler de ses rencontres et projections en accès libre. On lui opposerait facilement le seul musée français un peu comparable, celui du quai Branly, créé deux décennies après lui (sur fonds d'État, pour être confié à des gestionnaires privés) et qui, tout en s'inspirant de son prédécesseur, ne touche guère le grand public avec ses prétendues «universités populaires». Différence d'approche dont les récentes expositions du musée Dapper ont permis de mesurer l'ampleur, notamment par leur ouverture constante sur la création contemporaine, et que confirme à nouveau «Design en Afrique. S'asseoir, se coucher et rêver» avec une grâce plaisamment mêlée d'irrévérence.

Comme rien de ce qui touche les sièges, lits ou appuie-tête anciens d'Afrique n'est inconnu à ce

musée qui leur a consacré diverses expositions par le passé (notamment «Supports de rêves» en 1989) et a pour emblème un splendide chevet des Bateke (frontière du Congo et de la RDC), on est à peine étonné de l'extraordinaire qualité des objets réunis (pour la plupart inconnus du public français et très scrupuleusement étudiés et restitués dans leur contexte par le catalogue). On l'est davantage par l'étendue géographique de cette sélection débordant largement les arts d'Afrique centrale et de l'Ouest, spécialités ayant valu à cette institution sa réputation mondiale. Elle permet d'admirer d'excellents exemples du génie traditionnel des formes épurées propre à l'Est africain et à la corne de l'Afrique (Soudan, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zimbabwe, Afrique du Sud), longtemps négligé au profit d'autres arts d'Afrique noire aux expressions plus naturalistes ou plus exubérantes, peut-être moins déroutantes pour les Occidentaux.

Pour les familiers de ces arts comme pour les autres visiteurs, les surprises les plus nettes et réjouissantes viennent des créations récentes associées à cette exposition. Dues à de jeunes plasticiens ou architectes actifs en Afrique ou expatriés, elles ne se limitent pas à réinterpréter des formes anciennes ou à mettre en œuvre les matériaux les moins nobles venus des colonisateurs (bidons, boîtes de conserve, seaux en plastique, selles de vélo...), elles s'en prennent ouvertement à cette «esthétique» formaliste, élitiste et pseudo savante des Occidentaux qui leur a fait annexer les objets traditionnels d'Afrique noire aux arts du luxe et de la décoration, ou même en intégrer les motifs dans des «designs» plus ou moins «ethniques». Que

le «design» en Afrique ne soit et n'ait jamais été une pure affaire d'esthétique et qu'il ait toujours impliqué une part d'invention, devenue largement plus libre de nos jours, c'est ce que montrent ces créations, notamment le génial «fauteuil Mobutu» du Congolais Iviart Izamba, brouette à évacuer proprement les dictateurs qu'on ne saurait voir dans aucune institution publique française, signe de plus de l'utilité du musée Dapper.

#### **Gilles Bounoure**

Ci-dessous : Fauteuil Mobutu (2005). IVIART IZAMBA/ MUSÉE ROYAL DE L'AFRIQUE CENTRALE, Tervuren.

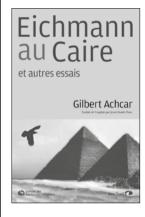


### essai

# EICHMANN AU CAIRE ET AUTRES ESSAIS GILBERT ACHCAR

Série «Études palestiniennes», Sindbad, 2012,

114 pages, 16 euros.



partir de la fondation de l'État d'Israël, la propagande sioniste s'est attachée à délégitimer les revendications palestiniennes en tentant de démontrer une continuité entre le génocide perpétré par les nazis et

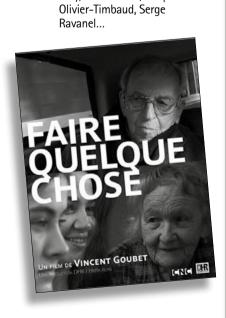
l'opposition arabe à l'État hébreu. Ce petit ouvrage, que Gilbert Achcar présente comme un complément de son livre plus imposant intitulé *Les Arabes et la Shoah*, explore les fondements, réels comme fabriqués, de ces discours.

En examinant la façon dont le principal quotidien égyptien des années 1960 a couvert le procès Eichmann, Gilbert Achcar démonte point par point ces allégations. Ce premier texte du recueil, à l'exposé très convaincant, est complété d'un second essai qui examine en profondeur le contexte comme les motivations qui conduisent à nier la Shoah. Il s'agit d'une véritable mise au point sur la question, qui prend les difficultés à bras le corps. Sans nier l'existence de motifs antisémites dans certains discours arabes, l'auteur expose avec une très grande clarté les tensions et contradictions à l'œuvre derrière les différentes postures négationnistes. Il démontre par la même occasion la nécessité de n'avoir pas la moindre tolérance pour les mouvements qui tentent de masquer leur antisémitisme paranoïaque sous un vernis d'antisionisme. S'appuyant sur les travaux de Vidal-Naquet, Saïd ou encore Burg, cette synthèse constitue un outil précieux pour tous les militants de la cause palestinienne en butte aux arguments visant à assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme. Enfin, le dernier texte, exposant notamment les thèses de Jabotinsky, dirigeant sioniste, est un véritable réquisitoire contre la politique coloniale israélienne et la tentative d'asservissement définitif de la population palestinienne. Pour celles et ceux que le caractère volumineux des Arabes et la Shoah auraient rebutéEs, ce recueil constituera une excellente introduction aux thèses développées par l'auteur. Et sa taille réduite comme la clarté des exposés permet de le faire lire au plus grand nombre, alors n'hésitez pas!

### **DOCUMENTAIRE**

FAIRE QUELQUE CHOSE de Vincent Goubet (1h20)

Sortie le 2 janvier 2013 Chaque année disparaissent de nombreux acteurs de ce que fut la Résistance. Faire quelque chose est un film qui relie les témoignages de quelques-uns des dernierEs résistantEs. Ces femmes, ces hommes se replongent dans le contexte d'une époque et partagent avec nous ce que fut leur engagement, sa naissance, son évolution et son aboutissement. L'essentiel, ce qui les rapprochait, c'était le choix de ne pas subir et la volonté d 'agir. Avec Raymond Aubrac, Stéphane Hessel, Raymond Lévy, Lise London, Jacqueline



### **EXPOSITION**

### *LA PHOTOGRAPHIE EN 100 CHEFS-D'ŒUVRE*

Jusqu'au 17 février 2013 Galerie François 1er, site François-Mitterrand, quai François-Mauriac 75013 Paris Explorer la notion de chefd'œuvre appliquée à un médium aussi foisonnant et divers que la photographie, tel est le propos de cette exposition qui dévoile 100 photographies issues des collections de la BNF choisies pour leur beauté, la perfection de leur tirage et leur provenance. Tous les genres sont représentés, portraits, paysages, nus, reportages, publicités ou photographies scientifiques... Les grands noms de la photographie des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle parmi lesquels Eugène Atget, Félix Nadar, Diane Arbus, Henri Cartier-Bresson, Man Ray, Brassaï, André Kertesz ou Gilles Caron côtoient des anonymes et des photographies faites par des écrivains comme Zola ou Victor Segalen.

Milo

Man Ray (1890-1976). *Grand nu renversé en arrière*. 1923 Tirage argentique. 54 x 47 cm. Acquisition auprès de l'auteur en 1958 @MAN RAY TRUST / ADAGP, Paris 2012. BnF, Estampes et photographie



### ESSAI

**ENGAGEMENTS ET** DÉCHIREMENTS - LES INTELLECTUELS ET LA GUERRE D'ALGÉRIE, Catherine Brun et Olivier Penot-Lacassagne, Gallimard-IMEC, 39,90 euros. Ce catalogue d'une exposition, tenue fin 2012, retrace les débats et bagarres des intellectuels au moment de la guerre d'Algérie. On y trouve reproduits en fac-similés textes manuscrits ou tapuscrits, articles, couvertures de livres, de tous les bords, entre 1954 et 1962, mais qui s'autorisent heureusement à dépasser ces limites. Il s'agit des positions publiques exprimées. Certains acteurs s'engagèrent dans le soutien au FLN, et aussi dans la lutte publique (Barrat, Jeanson, Siné, Vergès et d'autres...). Certains, bizarrement, ne sont mentionnés qu'au passage sans qu'on rappelle leur rôle. L'abondance des textes et des reproductions est passionnante. On avait oublié bien des appels à l'insurrection de l'OAS, mais aussi les débats du début de la guerre entre ceux qui soutenaient le FLN et ceux qui soutenaient le MNA. Un bouquin indispensable, sur un aspect d'une guerre (la plus

XX<sup>e</sup> siècle). **Paul Louis Thirard** 

longue faite par la France au



Mail:.....



S'abonner à	Tout est à nous	Į

Par prélèvement automatique, le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue	Par chèque, à l'ordre de : NSPAC,		
Hebdo Hebdo + Mensuel	Désignation du compte à débiter	2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex	
Tarif standard ☐ 14 € par ☐ 25 € pa	CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET	FRANCE ET DOM-TOM	
Jeunes/chômeurs ☐ 10 € par rimestre ☐ 19 € par trimestre	,	Tarif standard	
précaires Liméstre Limestre	N° DE COMPTE	Hebdo	
J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte		Mensuel $\square$ 6 mois $\square$ 1 an $22 \in \square$ 44 $\in$	
à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement rimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :	S CLÉRIB	Hebdo + Mensuel $\square$ $\stackrel{6 \text{ mois}}{ 50 \in}$ $\square$ $\stackrel{1 \text{ an}}{ 100 \in}$	
ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex	Date :	Tarif jeunes/chômeurs/précaires	
Numéro spécial d'émetteur : 554755	Signature :	6 mois 1 an	
Titulaire du compte		Hebdo	
Nom :	ź	Hebdo + Mensuel $\square$ $\begin{array}{c} 6 \text{ mois} \\ 38 \\ \end{array}$ $\square$ $\begin{array}{c} 1 \text{ an} \\ 76 \\ \end{array}$	
Prénom :			
Adresse:		ÉTRANOFR	
Code postal :	714100001	ÉTRANGER Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31	
Code postal :		JUITUIE IA UITUSIUTI AU UT-40-70-42-31	

Ville : .....







### Le chiffire

3000

C'est le nombre d'autorisations données pour la construction de nouvelles habitations de colons dans l'ensemble de la Cisjordanie. Après la reconnaissance de la Palestine à l'ONU, l'oppression continue.

### DRAME DE LA CLUSAZ

### Un système criminel

n jeune saisonnier et son amie sont morts dans la station de ski de La Clusaz (74). Brûlés vifs dans le fourgon où ils dormaient après le travail! Qui est responsable et pourquoi sont-ils morts?

«C'est un choix de vie», a osé déclarer le directeur de l'office du tourisme. C'est bien connu, les SDF, les Roms, les sans-papiers et les pauvres en général choisissent de vivre dans la rue, dans des taudis, ou dans les fourgons qui leur servent aussi à se déplacer. Ils choisissent aussi sans doute d'y mourir...

La plupart des offres d'emploi proposées pour travailler dans les stations de sports d'hiver précisent «ni logés ni nourris»: exploitation maximum, profit maximum pour les patrons. Indifférence générale: de Pôle emploi qui enregistre ces offres et organise chaque année des «Forums» à Albertville – où les patrons des stations viennent «puiser» leur main-d'œuvre – aux municipalités qui ne pensent qu'à «l'or blanc». Et peu importe si ces jeunes ne trouvent pas où se loger pendant leur saison, ou s'ils travaillent pour des «queues de cerise» en reversant quasiment leur salaire dans un loyer... Où est le choix quand on cherche du travail et que c'est ça ou rien?

Les remontées mécaniques continueront à fonctionner, les boîtes et les restaurants feront le plein, les magasins des stations aussi. N'est-ce pas là l'essentiel? D'ailleurs, dès le lendemain, la mort horrible de ces deux jeunes était déjà oubliée des journaux! Tout va bien dans le meilleur des mondes, le monde capitaliste où décidément la vie des travailleurs ne vaut pas grand chose! Fabienne Serbah

### **PILULE**

### La santé des femmes vaut plus que leurs profits

arion Larat, 25 ans, porte plainte contre le laboratoire Bayer. Elle accuse sa pilule Méliane, de troisième génération, d'être responsable de son accident vasculaire cérébral. Elle poursuit aussi le directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament, pour ne pas avoir retiré cette pilule du marché «en violation délibérée du principe de précaution».

Comme pour le Médiator, le scandale est que depuis 1995, de nombreuses voix indépendantes, la revue *Prescrire*, le Planning familial, ont souligné les risques doublés de phlébite et d'embolie pulmonaire de ces pilules de 3° génération, utilisées aujourd'hui par 2 millions de femmes.

Mais les pouvoirs publics n'ont rien fait. La presse médicale financée à 99% par les labos a continué à faire croire que ces 3° génération présentaient un risque médical diminué. Et les labos ont tiré les bénéfices de prix de vente multipliés!

Il faut retourner vers les pilules de 2° génération au lévonogestrel, qui doivent toutes être remboursées, ainsi que les autres méthodes contraceptives. Restreindre la prescription des pilules de 3° et 4° génération aux seuls spécialistes n'a aucun sens. Ce sont eux qui n'ont tenu aucun compte des mises en garde! Pour une contraception efficace et sans risque, il faut retirer l'information médicale des griffes de l'industrie pharmaceutique, ne plus faire confiance aux experts sous influence, mais développer une expertise indépendante.

Frank Cantaloup

### **MALBOUFFE**

### Des pesticides dans nos assiettes

n 2008, l'association Générations Futures¹ avait déjà dénoncé le choix de la Commission européenne d'harmoniser par le bas les LMR (limites maximales de résidus de pesticides) sur celles du pays ayant la limite la moins protectrice. Aujourd'hui, nouveau scandale des pesticides : la Direction générale santé-consommation européenne a décidé que, comme les laboratoires mesurent les quantités de pesticides avec une précision de +/- 50%, la commission ne retiendra plus désormais que le bas de la fourchette, soit la moitié de ce qui est effectivement mesuré!

Un exemple: le taux de fénoxycarbe (cancérigène, perturbateur endocrinien...) autorisé en France dans les agrumes était 0,05 mg/kg. Après 2008, on est passé à 2 mg. Maintenant si on en trouve 4 mg, soit 80 fois plus, petit tour de passe-passe: on divise par deux! Le pourcentage de fruits et légumes désignés comme contenant des pesticides a ainsi baissé de moitié entre 2009 et 2010, alors que les cancers les plus fréquents sont maintenant ceux des voies digestives!

Pour le ministre de l'Agriculture, «la France est dans l'incapacité d'atteindre l'objectif de réduire de 50 % l'usage de pesticides en 2018 ». En 2011, le marché des pesticides a progressé de 1,3 % en volume. Ce gouvernement renonce donc à s'attaquer au puissant lobby agrochimique.

Le NPA propose la sortie de l'agriculture chimique en dix ans, une réforme de la PAC pour une agriculture locale qui préserve notre environnement et l'expropriation des grands groupes semenciers et agro-alimentaires. L'agriculture bio pour tous, c'est possible, maintenant! CorrespondantEs commission nationale écologie

1. http://www.generations-futures.fr/pesticides/residus-de-pesticides-dans-les-aliments/

### Louviers (Eure) Comité d'accueil pour Hollande



amedi 5 janvier, Hollande était à Louviers pour rendre hommage à Pierre Mendès France, l'ancien députémaire de la ville, une visite qui a été l'occasion pour le NPA d'appeler à un rassemblement, encadré par un dispositif policier conséquent! Une cinquantaine de camarades étaient présents, principalement du NPA mais aussi des militantEs antinucléaires, de la CGT de Renault Cléon, de Sanofi et de Lutte ouvrière. En revanche, malgré notre appel à l'action unitaire,

pas un militant du Front de Gauche à l'horizon: une opposition trop gênante à l'heure où le FdG espère récupérer une vice-présidence au conseil régional...

Notre tract diffusé à un millier d'exemplaires a été bien accueilli, de même que les slogans : «Ils touchent l'argent public, et y s'tirent en Belgique, assez, assez de cadeaux pour les riches!» ou encore «Cinram, Sanofi, Petroplus, expropriez les boîtes qui licencient!». Et le «bain de foule» prévu sur le marché n'aura finalement pas eu lieu, Hollande

se gardant bien de vérifier sur le terrain une cote de popularité au plus bas. Un peu plus tôt, Hollande était à Val-de-Reuil pour rencontrer l'intersyndicale et une centaine de salariés de la raffinerie Petroplus, en liquidation judiciaire depuis octobre. Sans surprise, aucun engagement n'a été pris au-delà des mots creux habituels, la seule certitude étant qu'il n'était pas question que l'État soit le repreneur du site qui compte 470 salariés.

Correspondant

### 66 NO COMMENT

La lutte des classes, au fond, ça résume notre réelle divergence. Vous, vous y croyez toujours et moi je n'y ai jamais cru.

JÉRÔME CAHUZAC, MINISTRE DÉLÉGUÉ AU BUDGET ET ANCIEN PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES, DANS L'ÉMISSION MOT CROISÉS SUR FRANCE 2 LE LUNDI 7 JANVIER.

TOUT est à nous! hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste Rédaction: 01 48 70 42 27 Diffusion: 01 48 70 42 31

diffusion.presse@npa2009.org

Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Mail: redaction@npa2009.org

Numéro ISSN: 1969-8178

Commission paritaire: 0414 P 11508 Tirage: 6500 exemplaires Société éditrice: Nouvelle Société de presse. d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans) **Gérant et directeur de publication:** Ross Harrold Impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél.: 01 48 70 42 22 Fax: 01 48 59 23 28 mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®